

Sécurité à l'hôpital : vives réactions après l'agression d'un infirmier urgentiste à Marseille

La sécurité en milieu hospitalier revient au cœur de l'actualité avec l'agression d'un infirmier, dimanche, aux urgences de l'hôpital de la Conception, à Marseille.

Ce jour-là, au petit matin, trois hommes se sont présentés dans le service pour soigner « diverses blessures légères », a indiqué la police, après un règlement de compte survenu quelques minutes plus tôt, au cours duquel un jeune homme de 18 ans a trouvé la mort.

À l'hôpital, mécontents du délai d'attente, les trois hommes s'en prennent à l'infirmier chargé de l'accueil qui tente d'obtenir leurs papiers d'identité et de sécurité sociale. Excédés, les trois patients l'insultent puis lui portent un coup de couteau à l'avant-bras, avant de prendre la fuite.

En déplacement surprise à Marseille, Jean-Marc Ayrault a annoncé à sa sortie de l'hôpital de la Conception avoir demandé à la ministre de la Santé, Marisol Touraine, la tenue d'une réunion d'urgence « dès demain » [mercredi, N.D.L.R.] afin de trouver « une solution durable pour assurer [...] la sécurité dans cet établissement ».

« Le gouvernement est engagé avec détermination pour faire reculer la délinquance, la violence et le crime à Marseille et dans la région », a précisé le Premier ministre, avant de rappeler sa « solidarité avec le personnel des urgences ». - (Mise à jour de 16 h 40)

La FHF pour un renfort policier « quand cela s'avère nécessaire »

Tandis que Jean-Marc Ayrault et cinq ministres – dont Marisol Touraine et Manuel Valls, patron de Beauvau – sont en déplacement mardi après-midi à l'hôpital de la Conception, la Fédération hospitalière de France (FHF), « inquiète de la montée des incivilités et de la violence dans les services d'urgence, et au-delà dans les hôpitaux », s'interroge sur l'intérêt d'une présence policière dans les établissements.

Dans un communiqué, le président de la Fédération, Frédéric Valletoux, « demande au Premier ministre, à la ministre des Affaires sociales et de la Santé et au ministre de l'Intérieur de prendre toutes mesures pour que la sécurité des agents soit assurée sur les sites les plus sensibles, par le renforcement des forces de police quand cela s'avère nécessaire ». - (Mise à jour de 15 h 50)

Une présence policière à l'hôpital ?

Depuis, deux d'entre eux ont été interpellés par la police. L'infirmier, en arrêt maladie pour dix jours, a porté plainte, de même que l'établissement. Le

personnel hospitalier a, de son côté, fait part de sa détresse au lendemain de cet acte « inacceptable ». « Nous demandons un accompagnement des pouvoirs publics pour faire face à ce type de situation, avec la présence de forces de police sur place dans un dispositif qu'il convient d'inventer », a soutenu la direction générale de l'Assistance publique - Hôpitaux de Marseille (AP-HM). « Le personnel hospitalier n'est pas formé aux violences armées », a-t-elle ajouté.

Pour le Dr Marc Alazia, chef de service des urgences de l'hôpital de la Timone, « les agressions physiques restent une exception, mais des agressions verbales, on en a souvent, pour ne pas dire plusieurs fois dans la semaine ». Face à ces « conditions d'exercice difficiles », le médecin anesthésiste réclame lui aussi des effectifs policiers « aux urgences, vitrines de l'hôpital, pour dissuader les agresseurs ».

L'AMUF et l'Ordre infirmier remontés

Hors les murs de l'hôpital, les réactions ne se sont pas faites attendre. L'association des médecins urgentistes de France (AMUF) condamne « avec la plus grande détermination et fermeté » cette agression, en réaffirmant « l'importance de donner aux urgences les moyens humains, matériels et architecturaux nécessaires pour que la sécurité des personnels soit assurée ». L'Ordre national des infirmiers – qui représente 137 000 professionnels – souhaite pour sa part « approfondir les réponses concrètes apportées aux soignants ». L'institution propose « d'engager sans tarder avec les pouvoirs publics et les services de santé en régions une réflexion pour prévenir de tels actes et préserver les valeurs de notre système de santé ».

Enfin, Samia Ghali, sénatrice socialiste de Marseille très impliquée dans les questions de santé, a réclamé des « mesures concrètes ».

En mars, la cité phocéenne avait déjà fait parler d'elle, après l'agression d'un médecin urgentiste de l'hôpital Nord. Faute d'obtenir une prescription satisfaisante, un patient l'avait menacé de revenir lui « trouser la peau à la Kalachnikov ».

En 2012, l'Observatoire national des violences en milieu de santé (ONVS) recense plus de 11 000 faits de violences dans 350 hôpitaux, contre 5 760 en 2011.

> ANNE BAYLE-INIGUEZ